

M. B. Keith Penner (Thunder Bay): Monsieur l'Orateur, que le député sache que je suis disposé à déposer mon discours mais que si c'est interdit, je le raccourcirai pour permettre aux autres de parler.

Il est généralement admis que pendant les années 60, nous avons connu une période d'essor économique ininterrompue, voire impossible à arrêter. Le produit national brut s'est accru de 65 p. 100 en termes réels, tandis que la population canadienne augmentait de 20 p. 100. Une augmentation réelle importante du niveau de vie a eu lieu de 1960 à 1969. Toutefois, l'augmentation du produit national brut qu'on peut attribuer à l'inflation a presque égalé la croissance réelle au cours de cette décennie. La surchauffe a commencé et il y a eu une instabilité très dangereuse. Les pressions de la concurrence internationale des prix et le déséquilibre interne nécessitaient des mesures réfléchies.

En 1970, une phase de récession a commencé à se manifester dans l'économie canadienne. Cette austérité contrastait vivement avec la croissance et la prospérité enregistrées au cours de la décennie précédente. Les déclarations faisant état de la nécessité de mettre un terme à la psychose inflationniste sont allées de pair avec une politique monétaire et fiscale concertée. Convaincues qu'elles étaient qu'une relative stabilité des prix est une condition préalable d'un progrès économique acceptable, les autorités monétaires et fiscales du Canada se sont trouvées aux prises avec les réalités d'une inflation persistante et de l'existence de disparités régionales. Ainsi que nous le savons, hélas, les mesures prises en 1969 afin de diminuer les pressions inflationnistes firent monter le taux du chômage, tout en entraînant un ralentissement général de l'activité économique, notamment au cours du second semestre de 1970.

En dépit du fourmillement de conseillers économiques, au sein du gouvernement aussi bien qu'ailleurs, nous n'avons pas encore appris à manier les instruments de la politique fiscale et monétaire. Loin de moi l'idée d'être arrogant ou irrespectueux, mais il faut bien dire que si nos brillants économistes avaient eu l'occasion de faire personnellement l'expérience de la faim et du chômage, ils auraient peut-être été capables de triompher de cette barrière mentale qui les empêche apparemment de recourir à une politique économique nouvelle, créatrice et, avant tout, efficace.

Je ne prétends pas posséder la solution de ce problème compliqué, mais assurément, une oscillation constante entre l'inflation et le chômage élevé n'est pas le bon moyen de diriger l'économie. Si les conseillers économiques du gouvernement ne trouvent pas de solutions à ces questions, qu'on les relève de leurs fonctions ou qu'on leur en confie d'autres, et peut-être cela donnerait-il l'occasion à certains de nos diplômés en chômage de résoudre le dilemme, ou tout au moins de s'y essayer. Je reviens à la situation actuelle. Le ralentissement des dépenses à la consommation et l'augmentation du chômage ont amené les autorités du gouvernement fédéral à se lancer en 1970 dans une politique fiscale d'expansion modérée et sélective. Les dépenses totales du gouvernement fédéral ont été augmentées d'environ trois quarts de milliard de dollars, et orientées vers les régions à croissance économique lente et à chômage élevé et vers le logement et la formation de la main-d'œuvre.

Comme s'établissait la tendance vers des hausses de prix plus modérées, on a graduellement présenté au cours

[M. l'Orateur suppléant (M. Laniel).]

du troisième et du quatrième trimestres de 1970 une série de mesures fiscales expansionnistes. Des fonds supplémentaires ont été affectés aux provinces, aux assurances sociales, au programme d'emploi d'été de la jeunesse, aux projets d'habitation pour les familles à revenu modeste et aux prestations de chômage régional. Le déficit budgétaire de 320 millions de dollars prévu pour 1970-1971, au lieu de l'excédent de 250 millions prévu à l'origine, démontre de façon dramatique un renversement de la position fiscale du gouvernement fédéral. Les effets expansionnistes de cette politique fiscale n'ont pas encore eu les résultats attendus, mais il y a d'heureux indices de redressement de l'économie.

Beaucoup d'économistes sont certains, et je partage leur optimisme, que l'économie canadienne est en bonne posture pour décoller au cours de la deuxième moitié de l'année. Ils prédisent, par exemple, un bond de 8 p. 100 du produit national brut, dont 5 p. 100 de croissance réelle. Compte tenu des statistiques récentes, cela semble être par trop optimiste. Mais s'ils approchent de la vérité, voilà une raison de se réjouir.

Un rapport sur le Canada paru dans un numéro récent de *Business Week* déclarait que de Vancouver à Halifax, les hommes d'affaires voient les consommateurs canadiens la bourse pleine, prêts à se lancer dans les dépenses. D'après eux, il pourrait en résulter une débauche d'achats qui relèverait l'économie canadienne au point qu'elle atteindrait presque le niveau de la prospérité vers la fin de 1971. Pour beaucoup, l'argent est certainement là, mais malheureusement pas pour tous. Les rajustements de salaires ont atteint en moyenne 9 p. 100 l'an dernier, alors que l'inflation se maintenait à 3.4 p. 100. Une augmentation énorme du nombre des femmes qui travaillent a considérablement fait monter les revenus familiaux. L'année dernière, 25 p. 100 de tous les ménages canadiens pouvaient se vanter d'avoir des revenus supérieurs à \$10,000. Ce chiffre m'a assez surpris, mais je crois qu'il est exact. Il n'a augmenté que de 2 p. 100 dans cette catégorie depuis une dizaine d'années.

Sept p. 100 des revenus des particuliers sont déposés dans des comptes en banque, soit le double d'il y a huit ans. Résultat, les banques s'enrichissent de 17 millions de dollars d'épargnes. Les économistes prévoient que les Canadiens dépenseront bientôt ces pécules pour des acquisitions de toutes sortes, depuis les maisons jusqu'aux automobiles et aux téléviseurs. Certains détaillants rapportent déjà des signes d'évolution. Un conseiller auprès de l'Association canadienne des banquiers prédit que les dépenses des consommateurs augmenteront en général de 8 p. 100 ou plus cette année. Des dépenses plus fortes du gouvernement et la perspective d'une autre année record pour les exportations sont d'autres motifs d'optimisme. Les hommes d'affaires canadiens, s'attendent au choc en retour, projettent d'augmenter d'au moins 10 p. 100 leurs dépenses pour l'outillage et le matériel. Si ces prédictions sont justes, le Canada sortira plus vite que les États-Unis du marasme. L'accumulation de fonds dans les banques a desserré l'étau monétaire. Les taux hypothécaires ont baissé et on prévoit que les dépenses au titre du logement augmenteront de 15 p. 100 cette année. L'industrie lourde se prépare à prendre de l'expansion. L'industrie pétrolière au Canada s'attend à une année sensationnelle.

En plus de ces brillantes perspectives au pays, les exportations s'annoncent florissantes. Les exportations